



SYNTHESE

FORETS DENSES D'AFRIQUE ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les forêts denses d'Afrique endurent de plus en plus de pression due à la surexploitation et les changements climatiques. L'intérêt devient de plus en plus grand pour leurs contributions aux stratégies globales d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Le défi actuel est de savoir comment réduire la déforestation sans mettre en péril les moyens de subsistance de millions de personnes qui dépendent des forêts denses d'Afrique. Des changements de politique sont nécessaires pour transformer les accords internationaux contraignants en des lois nationales efficaces. Davantage de surveillance au niveau des forêts denses et l'analyse détaillée des données sont nécessaires de toute urgence. Surtout, les stratégies locales doivent être évaluées, adaptées et élargies partout où elles ont été prouvées capables de soutenir les moyens de subsistance des communautés locales tout en protégeant les forêts dont elles dépendent.

Les forêts tropicales denses sont parmi les écosystèmes qui devraient être les plus touchés par les changements climatiques. En Afrique, elles sous-tendent les économies de plusieurs pays à travers la production de bois industriel (Okali et Eyog-Matig, 2004). Elles soutiennent également les moyens de subsistance de millions de personnes en milieu rural de nombreuses autres façons, en fournissant le bois de feu, le bois d'œuvre, le logement, la nourriture, les médicaments, la viande de brousse et divers services environnementaux. Les forêts africaines servent de stocks de sécurité, en aidant les communautés à surmonter les chocs en cas de catastrophes naturelles et d'aléas économiques ou climatiques. En outre, elles maintiennent la qualité de l'environnement et attirent l'attention internationale à cause de leur riche biodiversité, des produits uniques qu'elles offrent et de leur potentiel à influencer le climat.

Mais, la pression de la surexploitation et de la conversion à l'agriculture et autres formes d'utilisations des terres conduit à la dégradation des terres, la fragmentation et la perte totale du couvert forestier sur de grandes superficies. A cela, s'ajoute les impacts croissants du changement climatique se traduisant par l'accélération de la vitesse de disparition des espèces et des effets sur la productivité des forêts. Cependant, les relations entre ces facteurs ne sont pas encore bien comprises.

Avec la déforestation tropicale qui contribue pour environ 20% des émissions globales totales de dioxyde de carbone, toute action visant la diminution de la perte de forêts denses en Afrique contribuera à atténuer les changements climatiques globaux. Le défi est de savoir comment atteindre des réductions de la perte des forêts et dans le même temps répondre aux besoins de subsistance de la majorité des Africains qui dépendent des forêts. C'est aussi une préoccupation majeure dans le débat sur les mécanismes émergents de Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD).

Les forêts denses d'Afrique dans un monde en mutation

- ▶ Les forêts humides occupent environ 22% de la superficie totale de l'Afrique, mais contiennent plus de 80% de la biomasse ligneuse et plus de 70% du stock de carbone dans les forêts africaines.
- ▶ Les taux de déforestation sont plus élevés en Afrique que sur n'importe quel autre continent, avec une moyenne de 3,4 millions d'hectares qui disparaissent chaque année depuis 2000.
- ▶ Aujourd'hui, les forêts denses d'Afrique représentent moins de 7% du couvert forestier de la planète, mais contribuent pour près de 20% à la déforestation mondiale totale.
- ▶ Les forêts denses d'Afrique ont fixés du carbone à un taux de 0,63 tonnes de carbone par hectare et par an entre 1968 et 2008 (Lewis et al., 2009). Ceci est comparable aux forêts de l'Amazonie, ce qui indique leur importance dans l'atténuation du changement climatique.

Tableau 1: Volume sur pied, biomasse et volume de carbone des forêts marécageuses d'Afrique de l'Ouest et du Centre

Pays	Volume sur pieds		Biomasse		Taux de Carbone	
	Par hectare (m ³ /ha)	Total (million m ³)	Par hectare (tonnes/ha)	Total (million tonnes)	Par hectare (tonnes/ha)	Total (million tonnes)
Afrique de l'Ouest						
Bénin	-	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	258	2 683	386	4 014	179	1 864
Ghana	58	321	180	993	90	496
Guinée	77	520	189	1 272	95	636
Libéria	158	498	287	908	144	453
Nigéria	125	1 386	253	2 803	126	1 402
Sierra Léone	-	-	-	-	-	-
Togo	-	-	-	-	-	-
Total/moyenne Afrique de l'Ouest	135,2	5 408	259	9 990	126,8	4 851
Afrique Centrale						
Cameroun	62	1 313	179	3 804	90	1 902
Republique Centrafricaine	167	3 801	246	5 604	123	2 801
Congo	203	4 551	461	10 361	231	6 181
RD Congo	231	30 833	347	46 346	173	23 173
Guinée Equatoriale	66	107	142	231	70	115
Gabon	223	4 845	335	7 285	167	3 643
Total/moyenne Afrique Centrale	158,7	45 450	285	73 631	142,3	37 815

Source: FAO (2009) Situation des forêts du monde

Les forêts denses d'Afrique

Les forêts denses décidues d'Afrique sont divisées en trois types. Les deux principaux groupes englobent les vastes forêts de plaine communément appelées "forêts tropicales", séparés en ceux recevant 1000-2500 mm de pluie par an, et les véritables forêts tropicales qui reçoivent plus de 2500 mm de précipitations annuelles. Celles-ci sont concentrées en Afrique de l'Ouest et Centrale et comprennent, dans le bassin du Congo, le plus grand bloc continu de forêt dans le monde en dehors de l'Amazonie.

Le troisième groupe comprend les forêts denses d'altitude, notamment les forêts afro-montagnardes d'altitude supérieur à 900 m qui, bien que largement dispersées à travers toute l'Afrique, couvrent très peu la superficie totale. Particulièrement fréquente en Afrique de l'Est et Australe, ces terres d'altitude sont parfois appelées archipel, avec des niveaux élevés de biodiversité associée. Cependant, la plupart des discussions concernant les forêts denses se réfèrent uniquement aux forêts tropicales de plaine et aux forêts des hautes terres voisines de l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

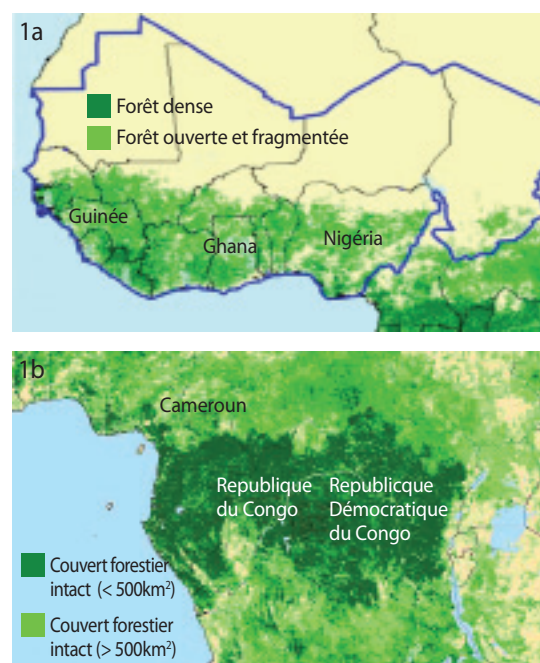
La vulnérabilité des forêts denses d'Afrique

Les forêts denses africaines sont fortement dévastées par l'exploitation forestière commerciale, la conversion à l'agriculture, l'exploitation des produits forestiers non ligneux (PFNL), l'expansion des zones d'habitations et leurs infrastructures associées puis, dans certains endroits, l'exploitation minière ou les troubles civils. Les forêts denses Afro-montagnardes sont en outre dégradées par l'invasion d'espèces exotiques, y compris celles qui s'échappent des plantations extensives d'arbres exotiques.

La pression humaine est beaucoup plus élevée en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique Centrale en raison de la plus grande densité de la population, conduisant à la perte de plus de 90% de la forêt initiale à ce jour. Dans les deux sous-régions, la zone de forêt dense est devenue une mosaïque de réserves forestières à l'intérieur desquelles l'essentiel de la production de bois industriel est concentré au sein d'une matrice de fermes, de forêts à différents stades de régénération après l'utilisation pour la production agricole ou la perturbation, et de forêts hors des réserves qui contribuent également à la production du bois industriel (Okali et Eyog-Matig, 2004).

En Afrique de l'Ouest particulièrement, les forêts sont très fragmentées, un processus qui commence avec la construction de pistes forestières qui débouchent sur de nouveaux domaines. L'Afrique Centrale dispose encore de grands blocs de forêts contiguës, avec cependant plus des deux tiers des forêts classées comme "forêt à faible accès", c'est-à-dire des zones forestières continues d'au moins 1000 km², ininterrompue par les voies publiques (Minnemeyer, 2002).

Figure 1: Localisation des forêts denses d'Afrique.



Source:
1a. Carte des forêts du monde 2000.
1b. South Dakota State University et le projet CARPE de l'USAID.



Forêt sempervirente près de la réserve de chasse de Ankasa, au Sud-ouest du Ghana (Avec l'autorisation de Enoch Achigan-Dako)

Traduire les accords internationaux en action au niveau national

Les forêts denses d'Afrique doivent être davantage intégrées dans les accords internationaux pour faire face aux changements climatiques tels que le Mécanisme de Développement Propre (MDP) et l'initiative REDD+. Toutefois, leur intégration nécessite des mécanismes et procédures qui soient présentés de manière suffisamment compréhensible de sorte à être facilement accessibles aux peuples africains, en termes de définitions, de critères d'évaluation de la réduction des émissions, de durée et de coûts de transaction. Les mécanismes doivent également fournir des ressources et des technologies pour développer la gamme complète d'activités dans les domaines de l'agriculture, des forêts et autres formes d'utilisation des terres, que l'esquive de la déforestation permettra de mettre en œuvre.

Pour participer efficacement à de tels mécanismes, les pays africains doivent eux-mêmes prendre des mesures pour développer l'expertise et les connaissances de base nécessaires. Cela est particulièrement indispensable en ce qui concerne l'état des ressources forestières et les enjeux dans le processus de transaction. Mais il est également nécessaire de mettre en place le cadre institutionnel, législatif et administratif nécessaire, et d'adopter des lois

et processus internationaux de manière à prendre suffisamment en compte les réalités locales.

Les politiques doivent être réformées afin de clarifier et de sécuriser les droits, la propriété et la tenure des forêts et des arbres, en prenant pleinement en compte les considérations d'équité et de genre, de sorte que les avantages de la participation puissent atteindre la base. Les réformes politiques doivent aussi offrir des incitations et une assistance financière pour les coûts de transaction et de mise en œuvre initiale, et installer des régimes de gestion et de suivi qui assurent une pleine responsabilité. Comme les causes de la déforestation proviennent souvent de divers secteurs en dehors du secteur forestier, des mécanismes de coordination intersectorielle des politiques et de leur mise en œuvre doivent être mis en place.

En résumé, les besoins peuvent être classés en trois groupes d'interventions à des niveaux décroissants du national au local:

- ▶ amélioration des dispositifs institutionnels et de gouvernance pour le changement climatique;
- ▶ augmentation de la surveillance et de comptes-rendus sur le changement climatique et le changement de statut des forêts;
- ▶ développement et élargissement des pratiques d'adaptation des communautés dépendantes des forêts.

Adaptation locale par les communautés dépendantes de la forêt de Cross River State, Nigeria

Les pratiques d'adaptation qui, traditionnellement, ont fait face à la variabilité du climat passé et actuel peuvent ne pas être suffisantes pour le changement climatique futur. Cependant, elles représentent un point de départ valable dans le développement de pratiques d'adaptation au changement climatique. Le mode d'utilisation des terres a été récemment réformé dans la zone de forêt dense dans l'Etat de Cross River, au Nigeria pour augmenter la conservation des terres afin de contenir la pression démographique croissante. Encouragées par des ONG, les populations ont actuellement instituées les Plans Communautaires d'Utilisation des Terres pour lutter contre le gaspillage des terres. La forêt communautaire a été cartographiée et délimitée en différentes zones d'utilisation, comprenant une zone centrale qui est totalement protégée, des zones de collecte des PFNL, des zones de récupération et des terres agricoles. L'adhésion à l'usage prescrit est contrôlé par des règlements et arrêtés adoptés au niveau du gouvernement local. Cet effort de l'utilisation contrôlée des terres existe il y a seulement quelques années, mais son potentiel à contribuer à la réduction de la déforestation est évident. La pratique est actuellement examinée pour voir si certains de ses aspects peuvent fournir des options viables pour l'adaptation au changement climatique au niveau national.



Recommandations

Dans le cadre du Protocole de Kyoto, l'instrument disponible et à travers lequel les activités forestières peuvent être conduites en tant que réponse au changement climatique est le MDP. Les pays africains ayant des forêts denses n'ont pas été en mesure d'accéder à des ressources financières pour faire face aux coûts élevés impliqués pour atteindre les standards de préparation de projets. En outre, les coûts élevés de transaction et de mise en place des plantations, les exigences de droits de propriété clairs et la difficulté à répondre aux critères de durabilité constituent d'autres obstacles qui rendent difficile la participation des communautés locales même aux projets simplifiés de boisement et de reboisement dans le cadre du MDP.

- ▶ Le mécanisme émergent du REDD+ devrait tirer des leçons de la mise en œuvre du MDP et les prendre en compte afin de s'assurer qu'aussi bien les gouvernements africains que les communautés peuvent pleinement y participer.
- ▶ Des études sont nécessaires de toute urgence pour s'assurer de la stabilité des forêts denses d'Afrique, en particulier en termes de réponse au changement climatique et à la variabilité du climat. Etant donné que les espèces réagissent différemment aux facteurs climatiques, l'attention devrait se concentrer sur les espèces dominantes et critiques de chaque écosystème (Okali et Eyog-Matig 2004).
- ▶ Des réformes méthodologiques et de politiques, et le renforcement de capacité sont d'abord nécessaires avant que les forêts denses africaines ne puissent être entièrement incluses dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques, tout en veillant à leur utilisation durable dans le futur.



Forêt Afromontagnarde, près de Meru, au Kenya (Avec l'autorisation de Nick Pasiecznik)

Source

Okali, D., 2011. Climate change and African moist forests. In Chidumayo, E., Okali, D., Kowero, G., Larwanou, M., eds. Climate Change and African Forest and Wildlife Resources. Nairobi: African Forest Forum, p. 85–101.

Références

Lewis, SL., et al. 2009. Increasing carbon storage in intact African tropical forests. *Nature* 457: 1003–1007.

Minnemeyer, S., 2002. An Analysis of Access to Central Africa's Moist Forests. Washington: Global Forest Watch and World Resources Institute.

Okali, D., Eyog-Matig, O., 2004. Moist forest management for wood production in West and Central Africa. Paper prepared for Royal Swedish Academy of Agriculture and Forestry, African Forest Research Network and the Food and Agriculture Organization of the United Nations.

Traduit de l'anglais par: New Alliance Publishers

Contactez nous

The Executive Secretary, African Forest Forum (AFF), United Nations Avenue, Gigiri, P.O. Box 30677-00100, Nairobi, Kenya
Téléphone: +254 20 722 4203 | Fax: +254 20 722 4001 | Email: exec.sec@afforum.org | Site web: www.afforum.org

